



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 25 JUIN 2026

portant prescriptions complémentaires au titre de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement
à la société FULCHIRON Alsace pour l'exploitation de ses installations et activités
situées route d'Altenstadt à Riedseltz (67160)

AIOT 0006700191

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46-2 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 mars 2023 portant autorisation à la Société FULCHIRON Alsace pour l'exploitation d'une carrière de sables sur le territoire des communes de Riedseltz et de Wissembourg et pour son extension ;
- VU** le dossier « *NOTE D'INFORMATION au titre de l'article R.181-46-II du Code de l'Environnement* » déposé par l'exploitant le 20 janvier 2026 ;
- VU** la délibération du conseil de la communauté de communes du Pays de Wissembourg du 02 février 2026 ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est du 31 mars 2026 ;
- VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 1^{er} juin 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose que :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.(...) » ;

CONSIDÉRANT que le projet de modifications tel que présenté par l'exploitant dans son dossier du 20 janvier 2026 ne porte pas le caractère de substantialité énoncé à l'article L. 181-14 sus-visé ;

qu'ainsi la délivrance d'une nouvelle autorisation n'est pas requise pour la mise en œuvre des modifications présentées ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 181-46-II du code de l'environnement dispose que :

« Toute autre modification notable (...) doit être portée à la connaissance du préfet (...). S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L.-123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L.-123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. » ;

CONSIDÉRANT que le projet de modifications tel que présenté par l'exploitant dans son dossier du 20 janvier 2026 nécessite la modification de prescriptions précédemment édictées pour l'encadrement des conditions d'implantation et d'exploitation des installations et activités du site ;

CONSIDÉRANT que la modification, N°8 du PLUi de la communauté de communes du Pays de Wissembourg porte les modifications nécessaires à mise en compatibilité du PLUi avec le projet de modifications de l'exploitant ; que cette modification N°8 du PLUi sus-mentionné est en cours ; que les modifications ne pourront être mises en œuvre qu'après obtention du permis d'urbanisme nécessaire ;

CONSIDÉRANT que la modification N°8 du PLUi de la communauté de communes du Pays de Wissembourg, nécessaire à l'obtention du permis d'urbanisme indispensable à la mise en œuvre du projet de modifications nécessitera la consultation du public sur les éléments du projet ; qu'il n'y a ainsi pas lieu d'organiser la consultation du public disposée au second alinéa de l'article R. 181-46-II ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions complémentaires visent à encadrer une augmentation de la capacité de production ainsi qu'une modification du procédé de traitement des minéraux, à l'aide d'un agent chimique flocculent ; que l'exploitant présente dans son projet un renforcement des paramètres des analyses de suivi des eaux souterraines en lien avec l'agent chimique mis en œuvre ; qu'ainsi, est rendu nécessaire la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), s'agissant d'une exploitation autorisée au titre d'une activité ICPE de carrière ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société FULCHIRON Alsace (SIRET 82397306000028) se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations de carrière, de traitement et de transit des matériaux minéraux qu'elle exploite à Riedseltz et Wissembourg.

Article 2 : Modifications des prescriptions

2.1 Nature des installations

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2023 sus-visé sont abrogées et

remplacées par les dispositions suivantes :

Le site concerne l'exploitation d'une carrière de sable et des installations de traitement associées.

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
2510-1	Exploitation de carrières	Superficie autorisée : 30 ha 68 a 03 ca Quantité maximale extraite annuellement : 450 000 tonnes Quantité moyenne extraite annuellement : 350 000 tonnes Quantité totale à extraire : 7 200 000 tonnes Surface autorisée : 30 ha 68 a 03 ca Surface exploitable : 19 ha 93 ares	A
2515-1a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais (...) La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance totale : 1 250 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. 1. La superficie étant supérieure à 10000 m ²	Surface : 27000 m ²	E

(*) A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration)

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé	2. Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an Prélèvement dans le plan d'eau	Volume prélevé brut 1 300 000 m ³ par an Estimation du volume consommé (prélèvement net) : 45 000 m ³ /an	(A)
3.2.3.0 1°	Plan d'eau permanent ou non	La superficie du plan d'eau est supérieure ou égale à 3 ha	Un plan d'eau principal de 8,8 ha Un second plan d'eau de 1,3 ha	(A)

(*) A (Autorisation) ou D (Déclaration)

2.2 Horaires de fonctionnement

Les dispositions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2023 sus-visé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

La carrière et les installations sont exploitées de 5 heures à 22 heures, du lundi au vendredi, dans les limites précisées au titre 4 du présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions nouvelles

3.1 Procédé de traitement des eaux de lavage

L'exploitant tient à disposition de l'inspection la fiche de données de sécurité, à jour, du produit qu'il met en œuvre dans le procédé de floculation.

En cas de changement de produit, de modification du procédé ou de modification de la fiche de données de sécurité, l'exploitant informe l'inspection et présente les éléments justifiant de l'absence d'impact ou d'incidence sur les intérêts visés au L.211-1 et L.511-1.

3.2 Renfort du suivi des eaux souterraines

Le tableau à l'alinéa 3 de l'article 3.5.1 de l'arrêté du 21 février 2023 est remplacé par le tableau suivant :

Paramètre	Code SANDRE
Indice hydrocarbures	7007
Chrome	1389
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	6136
Zinc	1383
Aluminium	1370
Arsenic	1369
Cadmium	1388
Fer	1393
Magnésium	1372
Cuivre	1392
Nickel	1386
COT	1841
Température	1301
pH	1302
Conductivité	1304
Matières en suspension	1305
Acrylamide (N° CAS 79-06-1)	1457

3.3 Émissions sonores

Dans l'année qui suit la mise en œuvre de la modification des installations de traitement, l'exploitant réalise les mesures des émissions sonores prévues aux articles 5.1 et 5.2 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2023 susvisé. L'exploitant adresse le rapport et ses observations à l'inspection dès réception des résultats des mesures.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société FULCHIRON Alsace.

Article 5 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 7 : Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FULCHIRON Alsace, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes de Riedseltz et de Wissembourg.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER-ADOUSO

